



Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 18/10/2024

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PORCIVO (EARL)

La Chauvinière
SAINT HILAIRE DU BOIS
49310 LYS-HAUT-LAYON

Références : 2024_10_01 RapportInspection EARL PORCIVO_Chauvinière

Code AIOT : 0054902386

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement PORCIVO (EARL) implanté La Chauvinière – ST HILAIRE DU BOIS - 49310 LYS-HAUT-LAYON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a porté sur le respect des prescriptions "installations classées et sur la Conditionnalité PAC Environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PORCIVO (EARL)
- La Chauvinière - SAINT HILAIRE DU BOIS - 49310 LYS-HAUT-LAYON
- Code AIOT : 0054902386
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Élevage de veaux de boucherie relevant du régime de l'autorisation avec 1 076 places.

Le logement des animaux s'effectue sur caillebotis et le lisier est épandu sur les surfaces du pétitionnaire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du

contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande d'action corrective	4 mois
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Demande d'action corrective	6 mois
3	Propreté - Insectes - Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Demande d'action corrective	6 mois
4	Aménagement des locaux - Imperméabilité - Étanchéité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Demande d'action corrective	1 mois
5	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Demande d'action corrective	6 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	0 mois
8	Installations électriques et techniques - Plans - FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	6 mois
9	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	6 mois
11	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Demande d'action corrective	1 mois
14	Équilibre de la fertilisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1	Demande d'action corrective	0 jour
15	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Demande d'action corrective	4 mois
16	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
10	Stockage des effluents en zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	Sans objet
12	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
17	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les modifications apportées à l'installation et à son fonctionnement n'ont pas été déclarées en préfecture.

La dégradation du site est conséquente et les surfaces désaffectées d'élevage représentent environ 2 500 m².

L'entretien général du site est notoirement insuffisant et des travaux sont à prévoir pour étancher les circuits de lisier et la fosse. La remise en état des bâtiments vétustes est à prévoir pour évacuer les déchets, réduire les risques de pollution et les risques de sinistres et d'accidents.

La problématique amiante est à prendre en compte pour les éventuels travaux.

La gestion du pluvial est à améliorer pour réduire le volume à épandre, pour limiter la dégradation des charpentes et des toitures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : L'installation est constituée d'un élevage de veaux de boucherie d'une capacité de 600 animaux pour 1 076 autorisés ; aucune déclaration de modification n'a été déposée. Les anciens bâtiments porcins devaient être réaménagés pour y loger des veaux de boucherie. À ce jour, une partie est désaffectée, une partie est utilisée pour 192 places de veaux (ancien engraissement), une partie est démolie et une partie a été aménagée en maison d'habitation ; aucune déclaration de modification n'a été déposée. Les bâtiments n° 6 et 4 qui étaient utilisés pour les veaux de boucherie sont désaffectés ; aucune déclaration de modification n'a été déposée. Le bâtiment n° 3 qui était une dépendance a été totalement détruit ainsi que la préfosse n° 10 et La quarantaine n° 11 est détruite ; aucune déclaration de modification n'a été déposée. La maison d'habitation de l'ancien exploitant abrite désormais des locataires de celui-ci (3 habitations tiers à moins de 50 mètres) selon les déclarations de M. BAZANTAY ; aucune déclaration de modification n'a été déposée.

La chaufferie est adossée au bâtiment n° 4 et dispose d'une surface de 50 m ² environ ; aucune déclaration de modification n'a été déposée.
Le plan d'épandage autorisé intègre les terres de l'EARL et celles de deux repreneurs ; à ce jour, les épandages sont effectués sur les terres de l'EARL et aucune déclaration de modification n'a été déposée.
La capacité, le descriptif précis des locaux d'élevage et ceux désaffectés ainsi que l'actualisation du mode de valorisation sont à déclarer pour actualiser l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'entrée du site est engazonnée et il existe deux chênes de belles tailles. La haie nord du site qui était prévue dans le cadre de la dernière procédure "installation classée" n'a jamais été implantée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Les abords du site sont insuffisamment entretenus et il existe une multitude de matériaux et de débris de toutes natures disséminés au pourtour du site. Ainsi, il a été constaté la présence de matières plastiques, de pneus, de matériels d'élevage et agricoles, de gravats, d'outils, de visserie, de débris de bâtiment, etc .. autour des installations. Les bâtiments abritant les veaux sont entretenus, mais ils montrent des signes de vétusté au niveau des écoulements de lisier, des ventilations et des sols. Les bâtiments désaffectés sont encombrés de divers matières (matériels d'élevage non utilisés, meubles anciens, sacs, pare-chocs, cartons, etc) et montrent des signes de vétusté plus ou moins importants. Les toitures sont incomplètes (orifices importants), les charpentes sont très vétustes et l'eau de pluie s'infiltrant dans les différentes salles, accélère la dégradation des bâtiments. Certaines salles présentent des risques accrus de chute de toiture compte tenu de la dégradation des charpentes et des toitures et le risque d'envol de celles-ci n'est pas à exclure. La présence de fibrociment amianté constitue un risque supplémentaire pour l'environnement et pour l'homme. Les matières isolantes sont très dégradées et elles sont partiellement attachées au plafond ou au sol en morceaux et en lambeaux. Les caillebotis bois des veaux sont majoritairement encore présents ainsi que les équipements en béton de l'ancienne production porcine. Le lisier des veaux est encore présent sous les caillebotis, même s'il est désormais déshydraté (croûte d'une dizaine de centimètres) et une partie du lisier frais s'écoule par les caniveaux existants. Au niveau des anciennes porcheries, les préfossees sont remplies d'eau, voire débordent dans le milieu naturel et un pompage régulier est nécessaire (faits confirmés par vos soins). La lutte contre les rongeurs n'est pas réalisée de manière satisfaisante et il a été constaté la présence de nombreuses galeries notamment autour du bâtiment n° 5 (faces Sud et Ouest).

Les salles d'élevage et les abords ne montrent pas d'infestation d'insectes.
Au regard des surfaces concernées, de la présence d'amiante dans les fibro, de la vétusté de certaines salles, de l'absence d'entretien des anciens bâtiments, il faut dès à présent prévoir la remise en état des installations (démontage, démolition, évacuation des matières, entretien des parties utilisables) et fixer un échéancier raisonnable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</p> <p>À l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</p> <p>Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.</p> <p>Constats :</p> <p>Le sol des 3 trois bâtiments abritant les veaux montre des signes de vétusté, mais il ne semble pas poreux.</p> <p>Les caniveaux non couverts (nord du bâtiment n° 19 et ouest du bâtiment n° 5) ne sont pas totalement étanches et des traces importantes de débordement sont visibles en pied de mur et au pourtour. Une partie des écoulements du bâtiment n° 5 s'effectue sous les caillebotis du n° 6 et l'étanchéité est non contrôlable pour le moment.</p> <p>Le bâtiment n° 4 abrite une dizaine de veaux et le circuit d'évacuation du lisier n'est pas visible.</p> <p>La fosse rectangulaire (100 m³) adossée au pignon nord du bâtiment n° 6 présente des parois verticales très dégradées et l'étanchéité n'est plus assurée. Le pourtour de l'ouvrage montre des traces de lisier (débordement et/ou reliquat lors du pompage) sur environ 10 m². Le mur externe du bâtiment n° 6 présente des écoulements de lisier et d'effluents liquides qui s'écoulent dans la fosse. La canalisation reliant cette petite fosse à l'ouvrage principal semble obturée et le pompage à la tonne à lisier est mis en place pour vidanger cet ouvrage (tuyau de la tonne dans la fosse - confirmation de cette pratique par vos soins).</p> <p>La fosse bateau béton de 2 400 m³ présente un niveau bas de lisier et il n'a pas été constaté de désordre visuel majeur (petites fissures légères). Cet ouvrage ancien a été auto construit et le regard de contrôle situé à l'ouest est enfoui sous les ronces et la terre ; le contrôle du liquide circulant sous l'ouvrage est impossible. Le regard est à dégager de la broussaille et à matérialiser pour un contrôle ultérieur.</p> <p>Les bâtiments n° 12 et 19 sont en écoulement gravitaire permanent et il existe une connexion entre les deux circuits qui sont pour partie couverts. Le tuyau d'évacuation débouche à gauche du chemin d'accès de l'ancienne porcherie des gestantes et vous avez procédé au retrait complet de la prolongation PVC afin de ne plus avoir de bouchon. Ainsi la distance séparant la fosse bateau et le tuyau d'évacuation est constituée d'un fossé en terre d'une longueur de 50 mètres non étanche. Une action correctrice rapide est attendue pour poser soit des tuyaux de plus gros diamètres, soit pour créer un caniveau étanche en béton, soit créer un autre dispositif permettant d'assurer une parfaite étanchéité du circuit d'évacuation.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1^{er} juin 2005 et avant le 1^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>
<p>Constats : La fosse rectangulaire est très dégradée et il n'existe aucune clôture de sécurité malgré le risque de chute conséquent. La fosse bateau béton ne possède qu'une clôture partielle au pourtour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p>Constats : Le site dispose d'accès empierrés et goudronnés permettant un accès aux services de secours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec</p>

le danger à combattre.

À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1^{er} janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

La défense interne est assurée par 3 extincteurs, toutefois l'entretien n'est pas effectué (aucune étiquette sur les appareils) et la date du dernier contrôle n'est pas disponible.

La défense externe est assurée par un point d'eau située à l'ouest du site et il est distant de 150 mètres.

Le volume semble répondre à l'exigence (surface d'eau de 1 100 m²).

Les consignes d'appel des secours ne sont pas présentes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 0 mois

N° 8 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.

Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

Constats :

Les installations électriques ont été contrôlées en 2013 par la Sté SLP de CHEMILLÉ mais aucune réparation n'a été réalisée. La périodicité quinquennale n'est pas respectée. De plus, il a été constaté un entretien insuffisant des dispositifs ainsi que des installations devenues obsolètes (notamment dans les parties désaffectées) et présentant des dangers et des risques. Selon vos déclarations, une partie des circuits est déconnectée mais il n'existe aucune certitude vis à vis des risques d'incendie et d'électrocution (prises abîmées, fils apparents avec dominos, humidité importante des locaux, dégradation importantes des matériaux, etc).

Le plan des zones à risques et les fiches de données de sécurité n'ont pas été contrôlés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Stockage et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

I. Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.

L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

<p>II. Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand récipient ; - 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients. <p>Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} novembre 2022.</p>
<p>Constats : Le stockage des hydrocarbures est réalisé dans deux cuves double parois stockées dans un local fermé. Les huiles moteur sont entreposées dans une cuve métallique simple paroi sans rétention associée (emplacement entre les bâtiments n° 13 et 15). Il n'a pas été constaté de trace au sol à proximité de celle-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 10 : Stockage des effluents en zone vulnérable

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R.211-81 du Code de l'environnement.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.</p>
<p>Constats : Le volume de stockage répond aux exigences du programme nitrates.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Collecte des eaux de pluie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.</p>
<p>Constats : La collecte des eaux de pluie n'est pas effectuée de manière satisfaisante et il existe des points de mélange avec les effluents d'élevage. En effet, la dégradation importante de certaines toitures, l'absence de gouttières, la dégradation des gouttières sur quelques façades favorisent le mélange tout en augmentant le volume à épandre et en réduisant votre autonomie de stockage. Les deux caniveaux non couverts (un face Nord et un face Ouest) sont alimentés en eau de pluie et la présence de préfosse porcines pleines d'eau à épandre démontrent l'absence de maîtrise de cette problématique, qui par ailleurs accélère la dégradation du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 12 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
Constats : Aucun rejet direct vers les eaux souterraines constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués. Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit. L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5. Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités : - dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ; - par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ; - sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ; - pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).
Constats : L'absence d'étanchéité de la canalisation dirigeant le lisier vers la fosse bateau et des caniveaux d'évacuation du lisier constituent un rejet dans les eaux superficielles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Équilibre de la fertilisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal. Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée. Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir : - la stagnation prolongée sur les sols ; - le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ; - une percolation rapide vers les nappes souterraines.
Constats : Les moyennes olympiques sont utilisées pour déterminer le prévisionnel de fumure et l'outil utilisé répond aux exigences du programme nitrate. Le contrôle du cahier d'épandage de la dernière saison culturale montre un apport supérieur de 10 unités d'azote sur 1 îlot. Une attention particulière est à apporter à ce point pour respecter la

préconisation du plan de fumure ou il faut utiliser un outil de pilotage pour justifier le dépassement de la dose.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 0 jour

N° 15 : Mise à jour du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> <p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p>
<p>Constats : L'arrêt des mises à dispositions des deux repreneurs n'a pas été dénoncée et aucune information n'a été adressée en Préfecture.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 16 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; - trier, recycler, valoriser ses déchets ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
<p>Constats : La gestion des déchets n'est pas satisfaisante. Les déchets sont disséminés dans les bâtiments et au niveau des abords des bâtiments (flacons, emballages carton, matières plastiques, pneus, matériels d'élevage usagés, bois, etc). La collecte et le tri sont à mettre en place, pour évacuer toutes les matières susceptibles de polluer le milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 17 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour</p>

chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :

1. Les superficies effectivement épandues ;
2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;
3. Les dates d'épandage ;
4. La nature des cultures ;
5. Les rendements des cultures ;
6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.

Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats :

Le contrôle du cahier d'épandage précise les éléments requis et aucune anomalie n'a été détectée sur la saison culturale 2023-2024.

Type de suites proposées : Sans suite